Étranger 21

RDCongo/A J-10 des élections générales

80% du matériel électoral part en fumée à Kinshasa

AFP

Kinshasa/RDCongo

Dans le même temps, s'accentuent des violences à travers le pays.

UN incendie a détruit à Kinshasa 80% du matériel électoral destiné à la capitale, dont les controversées "machines à voter", au moment où les violences s'accentuent à travers la République démocratique du Congo avant la présidentielle du 23 décembre. Un jeune garçon de 17 ans a ainsi été tué par balle hier à Mbuji-Mayi, au Kasaï, pendant qu'il attendait l'arrivée d'un des deux principaux candidats de l'opposition à la présidentielle, Félix Tshisekedi, annoncé en campagne dans son fief.

A Kinshasa, l'incendie d'origine criminelle a ravagé un entrepôt de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), selon les autorités. "Le feu a consumé le matériel destiné à 19 des 24 communes de Kinshasa", a déclaré dans une conférence de presse le président de Céni, Corneille Nangaa.

La capitale-province représente quelque 11% des inscrits dans toute la RDC avec 4,4 millions d'électeurs enregistrés.

Le feu a brûlé "près de 8 000 machines à voter sur les 10 368 prévues pour Kinshasa", a poursuivi M. Nangaa, qui s'est engagé à "garantir sans faille la poursuite du processus électoral" à Kinshasa.

"Ce qui était prévu comme surplus ou réserve (de matériel électoral), une partie



Un panache de fumée dans le ciel de Kinshasa : du matériel électoral destiné à 19 des 24 communes de la capitale-province vient d'être réduit en cendres.

va devoir être ramenée à Kinshasa pour son déploiement dans la capitale et couvrir près de 8 000 bureaux de vote".

Les machines à voter sont devenues l'un des enjeux de la campagne et des élections.

L'un des candidats de l'opposition, Martin Fayulu refuse l'utilisation de ces écrans tactiles qui doivent permettre aux électeurs de choisir leurs candidats et imprimer leur bulletin de vote.

La coalition politique autour du président sortant Joseph Kabila a accusé M. Fayulu d'inviter "ses militants et sympathisants à détruire le matériel électoral de manière à empêcher la Commission électorale d'organiser les scrutins du 23 décembre".

"A qui profite le crime ?", s'est interrogé au sujet de l'incendie sur Twitter l'un de ses soutiens au sein de la coalition Lamuka, Olivier Kamitatu.

"LARMES DE CROCO-DILE"• "Honte à ce régime #Kabila qui joue au Ponce Pilate, se lave les mains et verse des larmes de crocodile sur la perte du matériel d'une élection qu'il sait perdue d'avance !", a-t-il ajouté.

"Comment un dépôt aussi important, comment du matériel aussi important, peuvent être laissés ainsi à l'abandon, sans surveillance et être même incendiés ?", s'est interrogé l'autre grand candidat de l'opposition Félix Tshisekedi, joint par l'AFP.

Il a mis en garde "le régime en place". "Depuis un certain temps, nous avons remarqué une montée de tensions dans le pays, manifestement destinée à raviver les passions", a-t-il ajouté. L'incendie intervient alors que plusieurs personnes ont été tuées mardi et mercredi en marge des déplacements dans le Katanga (sud-est) de M. Fayulu. Et, hier matin, dans le centre du pays.

"Un jeune homme de 17 ans qui chantait parmi les militants de l'UDPS a été tué ce matin par un policier qui a ouvert le feu sur lui", a déclaré le responsable fédéral de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, le parti de M. Tshisekedi), Denis Kalombo.

Le décès a été confirmé par la société civile et d'autres observateurs présents sur le terrain.

Joint par l'AFP, le gouverneur du Kasaï-oriental Alphonse Ngoyi-Kasanji a déclaré qu'il attendait d'avoir tous les éléments de l'enquête pour se prononcer.

"Les forces de l'ordre sont déployées pour sécuriser (le candidat) avant, pendant et après son séjour et empêcher les troubles éventuels", a ajouté le gouverneur Alphonse Ngoyi-Kasanji sur Twitter. M. Tshisekedi n'était toujours pas arrivé à 14h00 GMT (15h00 au Gabon).

Les élections présidentielle, législatives et provinciales du 23 décembre doivent désigner le successeur du président Kabila, à qui la Constitution interdit de briguer un troisième mandat.

Un peu plus de 40 millions d'électeurs ont été enregistrés dans le plus grand pays d'Afrique centrale qui n'a jamais connu de transition pacifique du pouvoir. Dans un rapport, une ONG congolaise, la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (Symocel) a recommandé au gouvernement de ne pas couper internet et les sms le jour du scrutin.

La Symocel a aussi demandé à la Céni d''anticiper les contestations électorales" avec "la publication des résultats provisoires bureau de vote par bureau de vote".

Restaurants NOMAD VENEZ FÊTER LE REVEILLON DE LA SAINT SYLVESTRE AU NOMAD 65 000 FCFA / PERSONNE - 50 % POUR LES ENFANTS DE 6 A 12 ANS GRATUIT POUR LES - 6 ANS INCLUANT: MENU SURPRISE 3 DEFILES DE MODE (OJ FASHION, CLAUDE ETOUGHE ET XMOOD) ALAIN DIDIER ET SES DANSEURS **DI PHARAON** FEUX D'ARTIFICES SUR RÉSERVATION: 05407717 / 05652417



Mali/Attaque jihadiste

Plusieurs dizaines de tués près de la frontière nigérienne

AFP

Bamako/Mali

PLUSIEURS dizaines de civils touareg ont été tués entre mardi et mercredi par des jihadistes présumés dans la région de Ménaka, dans le nord-est du Mali, près de la frontière nigérienne, a appris hier l'AFP auprès d'un groupe armé et d'élus locaux.

"Entre la nuit du 11 et la matinée du 12/12/2018, des bandits armés sur plus de vingt motos ont fait irruption dans plusieurs localités au sud de la région de Ménaka et ont exécuté des

civils de la communauté Idaksahak" (touareg), a affirmé dans un communiqué ce groupe, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA, issu de l'ex-rébellion), faisant état de "47 morts".

"Les assaillants après leur forfait sont repartis vers la frontière nigérienne après avoir allumé un feu de brousse", a ajouté ce groupe principalement touareg soutenant la force française Barkhane et l'armée malienne, qui affronte régulièrement dans la région des jihadistes ayant prêté allégeance au groupe Etat islamique (EI).

Plusieurs centaines de personnes, dont de nombreux

civils, appartenant surtout aux communautés peule et touareg, ont péri depuis le début de l'année dans cette région.

Des élus locaux ont confirmé l'attaque, évoquant entre une vingtaine et plusieurs dizaines de tués.

Un élu de la région de Ménaka a confirmé que les assaillants étaient "venus de la frontière nigérienne et repartis dans cette direction", mais a indiqué ne pouvoir se prononcer sur le bilan "parce que lorsque l'armée malienne s'est rendue sur les lieux, les corps étaient déjà enterrés par des combattants du Mouvement pour le salut de l'Aza-

wad".

"Or, nous avons demandé qu'on attende l'arrivée de l'armée avant d'enterrer les corps", a expliqué cet élu sous le couvert de l'anonymat, disant "craindre une manipulation des chiffres". Un autre élu local, qui affirme avoir pu brièvement parler avec un blessé transféré à Ménaka, a accusé les assaillants d'avoir "tiré sur tous les civils rencontrés dans les campe-ments". "Je ne sais pas s'il y a quarante morts. Le blessé m'a dit que dans son campement, ils étaient sept", at-il précisé.

Le gouvernorat de la région n'était pas joignable hier matin.

